

"INFLATION ET CHÔMAGE"

Allocution prononcée par
le Gouverneur de la Banque du Canada, M. J. E. Coyne,
à la 48ème assemblée annuelle de la
Chambre de Commerce de l'Ontario,
à Hamilton, le 12 mai 1960

"INFLATION ET CHÔMAGE"

(Allocution prononcée par le Gouverneur de la Banque du Canada,
M. J. E. Coyne, à la 48ème assemblée annuelle de la Chambre
de Commerce de l'Ontario, à Hamilton, le 12 mai 1960)

Je comprends que la Chambre de Commerce de l'Ontario a adopté comme thème de son assemblée annuelle courante l'expression "Les années '60 dorées". Je ne crois pas me rendre populaire en rappelant à mes auditeurs que "tout ce qui brille n'est pas d'or". Il n'est pas particulièrement agréable de parler de problèmes économiques plutôt que de succès, de difficultés et de dangers plutôt que de réussites et d'agrèments, mais je suppose qu'il se présente des moments où ceci entre parmi les fonctions et les devoirs d'un gouverneur de banque centrale. Si nous ne prévoyons pas les dangers et si nous n'en tenons pas compte, nous n'atteindrons jamais le but enviable qui nous attire.

Au cours des neuf derniers mois, le complexe psychologique de l'inflation a fortement diminué au Canada et aux Etats-Unis, bien que certains pays d'Europe aient éprouvé des difficultés à s'en défaire. Une sobre politique en ce qui concerne la monnaie, et la réduction des déficits gouvernementaux, de même que l'apparition d'une stabilité plus marquée du niveau des prix, particulièrement dans les commodités de base et le commerce du gros, nous encouragent à croire que l'inflation pourra être enrayerée si nous faisons un effort sérieux en ce sens. Nous savons que la croissance économique, l'application à l'avantage de l'humanité des inépuisables ressources de

l'évolution scientifique, peuvent progresser, si nous le voulons, dans une atmosphère de stabilité et d'expansion bien ordonnée. Au Canada toutefois, nous avons toujours un grave problème économique à résoudre si nous voulons vivre selon nos moyens et éviter les désorganisations et les revers qui se présentent lorsqu'on tente de trop accomplir en trop peu de temps, au moyen de forts emprunts à l'étranger.

Une croissance saine et durable de notre économie canadienne ne sera jamais restreinte par un crédit bancaire inadéquat, ni par une politique monétaire restrictive. En ce qui concerne la banque centrale du Canada, le but de la politique monétaire est d'encourager l'expansion économique et d'augmenter les occasions d'emploi, non pas en de courts élans suivis de reculs, mais plutôt dans une montée soutenue. La politique monétaire assurera une réserve d'argent suffisante pour appuyer chaque année un volume croissant de transactions et elle facilitera un crédit bancaire assez solide pour financer, de concert avec d'autres formes de crédit, une production canadienne toujours ascendante et une meilleure distribution des biens et services.

Depuis près de dix-huit mois, nous n'avons vu au Canada aucune augmentation notable dans l'ensemble monétaire, augmenté des dépôts bancaires. Le volume des prêts bancaires a toutefois accusé une forte hausse, rendue possible en partie par une très grosse augmentation de la quantité d'argent pendant le second semestre de 1957 et les neuf premiers mois de 1958. L'an

dernier, les banques ont appuyé une expansion rapide de leurs diverses catégories de prêts en liquidant des obligations du Gouvernement acquises l'année précédente. Lorsqu'il devint apparent que la demande de crédit bancaire croissait plus vite que la quantité de crédit qui pouvait être avancée sans risques, les banques prirent des mesures pour assurer le contrôle de leurs prêts. On s'aperçut vite alors qu'une bonne partie de la demande de prêts bancaires avait été faite en prévision de besoins à venir, ou que ces prêts n'étaient pas vraiment nécessaires, ou encore que les emprunteurs auraient pu trouver d'autres prêteurs. Ceci ressort clairement de la statistique concernant les prêts des banques à charte.. Les prêts généraux et personnels des banques augmentèrent de \$ 1,000 millions entre la fin de septembre 1958 et la mi-août 1959, et ils fléchirent d'environ la moitié de cette somme au cours des six mois suivants. Une partie de ce déclin était d'un caractère saisonnier normal et l'augmentation de \$ 170 millions notée depuis la mi-février de cette année est sans doute aussi jusqu'à un certain point d'une nature saisonnière.

Un certain nombre de prêts bancaires consentis antérieurement ont depuis été rappelés, dans certains cas en utilisant le produit des obligations émises par les gouvernements ou les corporations. Le niveau élevé des prêts bancaires au consommateur a baissé quelque peu et, alors que les remboursements des anciens prêts s'accumulent, le volume total des prêts de cette nature pourra fort bien diminuer, ce qui aura comme effet de libérer de nouveaux fonds pour des fins commerciales. Les banques ont aussi

imposé une limite aux sommes qu'elles consentent à prêter aux institutions financières qui se spécialisent dans le crédit au consommateur, ces institutions pouvant lever des fonds autrement que par prêts bancaires. Les restrictions imposées aux taux d'intérêt ont obligé les banques à renoncer aux prêts assurés sur le logement.

A la suite de cette évolution, les banques à charte disposent maintenant d'une certaine réserve qui leur permet d'augmenter leurs prêts commerciaux en faisant un choix prudent approprié à l'occasion. Les nouvelles entreprises qui sont en bonne posture financière peuvent obtenir de l'aide des banques et les établissements plus anciens se font donner, dans certains cas, les crédits additionnels dont ils ont besoin pour étendre leur champ d'action. Ceci s'applique particulièrement à la petite entreprise. Les gros clients des banques possèdent d'autres ressources et n'ont pas à dépendre uniquement du crédit bancaire pour trouver du capital d'exploitation.

Il serait un peu trop simple, en étudiant les méthodes économiques à l'oeuvre, de croire qu'une réserve d'argent suffisante et un crédit adéquat peuvent résoudre toutes les difficultés et tous les problèmes économiques. Il est essentiel, évidemment, de corriger les disettes d'argent ou de crédit qui peuvent se présenter, mais ceci aide tout au plus à créer un climat où l'entreprise commerciale peut se développer. Ce genre de remède est incapable d'assurer que toutes les unités d'opération et d'administration du commerce, du gouvernement et des entreprises particulières vont fonctionner de manière à donner une production maximum, assurer le plein emploi et, rétablir

l'équilibre de nos paiements internationaux. Surtout, la création d'une monnaie additionnelle n'assure pas que cette monnaie va être sûrement dépensée, ou dépensée de manière à augmenter l'activité économique et l'emploi au Canada. Dans certaines circonstances, celles qui existent présentement au Canada par exemple, une dépense additionnelle générale peut contribuer à faire augmenter l'importation ou à maintenir celle-ci à un niveau déjà excessif, c'est-à-dire à favoriser l'emploi et les travaux des autres pays plutôt que ceux du Canada, soit en infirmant nos réserves de change ou en augmentant notre dette à l'étranger.

L'an dernier, les paiements effectués par le Canada pour l'importation de marchandise et de services étrangers, y compris l'intérêt et les versements de dividendes relatifs à la dette étrangère et aux placements étrangers au Canada, ont dépassé nos recettes dérivées d'exportation en marchandise et services, dans la proportion de \$1,460 millions. Ce déficit, à mon avis, révèle une dépense globale excessive et mal appliquée, surtout parce qu'elle se poursuit depuis plusieurs années, à peu près dans la même proportion. La structure économique du Canada doit être défectueuse quand un déficit de la balance des paiements persiste aussi longtemps. Nous dépensons trop et nous n'utilisons pas autant que nous le pourrions le potentiel de production canadien qui nous éviterait d'importer en si grandes quantités, et à crédit, bon nombre de marchandises. Sans doute, une telle situation ne résulte pas d'une seule cause, mais je crois qu'une explication importante de cet état de choses se trouve dans le fait que les particuliers, les entreprises

commerciales et les gouvernements ont tenté en général de s'étendre et de croître trop vite, sans se soucier de vérifier si le volume total des dépenses-capital était en proportion de notre état financier, ou si les immobilisations - particulièrement lorsque des capitaux étrangers sont en jeu - étaient de nature à augmenter suffisamment notre capacité de production nationale pour nous permettre de faire bonne figure sur la scène financière internationale.

Exception faite de sa dépendance des emprunts étrangers, l'aptitude d'une nation à financer ses immobilisations, c'est-à-dire à appliquer ses ressources matérielles à la production de capital fixe dans les domaines privés, commerciaux et sociaux, plutôt qu'à la consommation quotidienne, dépend évidemment de l'habileté de cette nation à pratiquer des économies annuelles à même ses revenus. L'épargne canadienne est relativement élevée en comparaison des autres pays et semble même surpasser un peu celle des Etats-Unis. L'épargne personnelle, prise comme pourcentage du revenu une fois les impôts acquittés, est peut-être inférieure de 1% à celle des Etats-Unis et le déficit gouvernemental - celui de tous les gouvernements - dépasse le déficit des Etats-Unis, ce qui indique que les gouvernements reçoivent une plus forte part de la nouvelle épargne disponible. Par ailleurs, l'épargne commerciale effectuée par les corporations et les entreprises non incorporées, y compris les fonds réservés pour compenser la dépréciation et pour remplacer l'outillage, est considérablement plus haute qu'aux Etats-Unis.

Assurément, tout ce qui est de nature à encourager l'augmentation de l'épargne au Canada, particulièrement l'épargne individuelle ou familiale, s'avérera avantageux, tant pour résoudre la situation immédiate que celles à venir, et elle portera profit à tous les intéressés. Cependant notre problème ne vient pas tellement d'un manque d'épargne générale - bien que la dette croissante du consommateur et les déficits gouvernementaux soient un embarras réel de ce côté - que d'une dépense excessive de capitaux, dépense qui, au cours des cinq dernières années, a égalé 26% du total de notre production nationale, à comparer avec 18% aux Etats-Unis..

Quand la dépense en capitaux, non seulement en argent mais en termes physiques réels, dépasse l'épargne, v. g. quand les immobilisations et la consommation dépassent à elles deux la production totale, compte tenu de toutes les disponibilités temporaires provenant de l'utilisation des stocks, l'excédent ne peut venir que de l'importation. Un excédent de l'importation sur l'exportation impose soit l'emploi des réserves de change étranger ou le recours à de nouveaux emprunts étrangers et, dans un cas comme dans l'autre, ce sera l'étranger qui fournira l'importation additionnelle obtenue à crédit. L'un de nos problèmes de l'heure vient du fait que l'étranger a été trop empressé à fournir du crédit au Canada et à nous envoyer des produits importés à crédit, dans une proportion qui dépasse apparemment nos besoins réels. La dépense en capitaux, plus forte au Canada qu'aux Etats-Unis, et stimulée ou facilitée - soit directement ou indirectement - par l'emprunt étranger, n'a pas donné lieu à une nouvelle production annuelle qui soit proportionnellement aussi élevée.

Elle n'a pas réussi non plus à faire disparaître le chômage.

Les problèmes que nous envisageons aujourd'hui sont très immédiats et très vastes. En premier lieu, nous trouvons celui du manque d'équilibre énorme entre les recettes annuelles provenant de nos transactions au compte international et nos paiements internationaux courants. Vient ensuite une très forte hausse de notre dette étrangère, terme qui inclut la dette encourue à la suite des emprunts faits à l'étranger par des Canadiens, surtout les gouvernements provinciaux et municipaux, et le passif que représente les placements étrangers faits en des entreprises commerciales canadiennes, non moins que les titres de corporations canadiennes au portefeuille étranger. A la fin de 1959, les placements étrangers au Canada se montaient à \$24 milliards, dont la moitié sous forme de placements directs dans l'industrie canadienne - plusieurs secteurs importants y sont complètement contrôlés ou dominés par les sociétés-mères à l'étranger - et l'autre moitié sous forme de titres émis par des gouvernements canadiens et des corporations canadiennes et inscrits à des portefeuilles étrangers, en plus de divers autres passifs. Le passif net du Canada à l'étranger, compte tenu de nos réserves officielles de change, des prêts officiels consentis aux pays étrangers après la guerre, et des placements étrangers détenus par des Canadiens, a atteint \$15.4 milliards, doublant le chiffre des quatre dernières années et triplant celui des sept dernières. Les paiements de dividendes par les succursales des maisons étrangères au Canada et par des corporations canadiennes à des actionnaires non-résidents ont, depuis plusieurs années, fortement excédé le montant payé en dividendes par

les corporations canadiennes à leurs actionnaires canadiens, à l'exclusion des répétitions résultant de paiements faits entre corporations au Canada.

Les étrangers nous disent parfois que nous ne devons pas réduire les emprunts étrangers dont nous dépendons chaque année, et diminuer en conséquence l'excédent de nos importations sur nos exportations, parce que le chômage s'en trouverait augmenté. Cette conception est absurde. Elle laisse même entendre que seule une augmentation annuelle de notre dette étrangère et de nos importations, pourrait permettre à l'économie canadienne d'arriver au plein emploi. Il est faux que le Canada soit tenu de continuer à emprunter à l'étranger et à importer beaucoup plus qu'il n'exporte, pour maintenir son expansion économique et le plein emploi d'une force ouvrière croissante.

La gravité de ce problème et la recherche de sa solution devrait absorber tous les Canadiens sans plus de retard. Certains de nos compatriotes croient que l'ampleur de notre dette à l'étranger et la perspective d'un accroissement de cette dette sont de nature à nous alarmer. D'autres ignorent l'existence du problème, ou sont prêts à continuer à emprunter tant que des fonds étrangers seront disponibles, même si nous en sommes rendus au point où il nous faut maintenant emprunter des fonds étrangers pour payer les intérêts et les dividendes des anciens emprunts. Nous maintenons ce train depuis plusieurs années sans avoir à faire les mises au point que d'autres pays ont dû effectuer en semblable occasion. Toutefois, certains Canadiens sont d'avis que lorsque ces mises au point finiront par s'imposer,

ce qui est inévitable, elles seront d'autant plus graves et difficiles à accepter, et des mesures devraient être prises dès maintenant pour qu'elles s'accomplissent d'une manière plus graduelle et mieux ordonnée. D'aucuns encore recommandent de laisser l'avenir régler tous ces problèmes. Certaines gens sont sûrement très défaitistes.

A mon avis, nous ne pouvons laisser ce problème se régler de lui-même sans renoncer à une économie indépendante et au maintien d'une nation indépendante au nord de la frontière américaine. Une dette étrangère qui s'accroît rapidement finira éventuellement par nous empêcher d'être les maîtres chez nous. Si nous ne changeons pas radicalement les tendances manifestées dans le passé, nous nous acheminerons sans retour vers une absorption qui nous assimilera à un voisin beaucoup plus grand et beaucoup plus puissant que nous. Je ne crois pas que ce soit là le désir des Canadiens, car il nous faudrait renoncer au principe même d'une nation canadienne, au rêve d'un Canada indépendant, autonome et capable de suffire à ses propres besoins. Ce rêve a stimulé l'imagination et fouetté l'énergie des auteurs de la Confédération canadienne, John A. MacDonald, Georges-Etienne Cartier, et de tant d'autres Canadiens d'autrefois et d'aujourd'hui.

On souligne souvent combien il est paradoxal et extraordinaire de voir notre gros déficit au solde des paiements internationaux s'accompagner non pas d'un taux du change amoindri mais au contraire d'une fermeté remarquable de ce taux, le dollar canadien ayant, au cours de l'année écoulée, ayant

fait prime à 5% sur le dollar des Etats-Unis. On note moins souvent que le large déficit dans la balance des paiements internationaux persiste depuis plusieurs années, et que durant ce temps il n'y a pas eu suffisamment d'occasions d'emploi pour utiliser la capacité de production de notre population accrue. Ces deux paradoxes ne vont pas évidemment sans un certain rapport entre eux, car tous les aspects de notre principal problème économique se relient entre eux. En fait, à certains moments, la quantité d'emprunts étrangers effectués par des Canadiens a même dépassé le gros volume d'importations qui devaient à l'époque être acquittées et ceci a aidé à raffermir le taux du change canadien. Il s'en est suivi un rythme d'importation plus marqué que celui auquel on aurait assisté autrement, et l'importation a augmenté à maintes reprises dans la suite, faisant concurrence à la production canadienne sur le marché domestique et altérant visiblement les conditions de l'emploi dans l'industrie canadienne. Je ne doute pas que le facteur marginal, la goutte d'eau qui fit déborder le vase, - et cette goutte d'eau a parfois été très grosse - est attribuable aux emprunts inutiles et mal avisés faits à l'étranger par quelques gouvernements provinciaux et les municipalités et leurs agences, les opérations de ces organismes n'ayant avec le change étranger ou le commerce étranger, aucun rapport sur lequel aurait pu se baser la manipulation des obligations en devises étrangères. Nul ne sait quel sera le coût éventuel de ces emprunts. Ils sont apparemment effectués parce que le taux d'intérêt sur les emprunts de dollars américains à New-York est moindre que le taux d'intérêt sur les emprunts de dollars canadiens au Canada,

mais le coût auquel s'achète la monnaie étrangère qui servira à payer ces dettes et l'intérêt connexe n'est pas calculé et ne peut l'être, comme nous l'avons constaté dans le passé. Si jamais le dollar canadien s'engage sur la pente glissante de la dépréciation, comme d'aucuns l'ont déjà recommandé, et comme cela peut se produire chez toute nation qui recherche des gains faciles et à brève échéance sans se soucier de l'avenir, nul ne saurait prédire à quel prix il faudra alors racheter ces dettes contractées à l'étranger.

L'état de notre commerce d'exportation et d'importation et l'ampleur du chômage sont modifiés par plusieurs facteurs qui sont, pour l'instant, plus importants que le taux du change, mais j'aimerais ajouter une réflexion personnelle au sujet du problème du change, à cause des nombreuses discussions qui ont récemment porté sur cette question. Dans divers discours prononcés en public, le ministre des Finances a défini en détail les mesures que le Gouvernement pourrait prendre pour que le dollar canadien soit au pair avec celui des Etats-Unis - ou qu'il atteigne tout autre rapport voulu - et il a souligné les désavantages aussi bien que les avantages des divers modes d'approche recommandés par telle ou telle personne. Je ne mentionnerai qu'une seule proposition qui concerne la banque centrale, et suivant laquelle une forte expansion monétaire devrait se produire au Canada afin de réduire les taux d'intérêt au pays et mettre plus d'argent à la disposition des prêteurs, leur permettant ainsi de faire un plus grand nombre de prêts à des taux d'intérêt moins élevés, après quoi les emprunteurs canadiens ne se sentiraient plus obligés d'aller emprunter à New-York. Cette proposition

comporte bien des désavantages, y compris les risques évidents d'inflation qui s'y rattachent. Mais en plus de tous ces inconvénients, je suis d'avis que cette méthode est tout simplement vouée à l'insuccès. Non seulement tendrait-elle à créer de l'inflation, augmentant ainsi les déboursés d'argent et les besoins d'emprunt des gouvernements et des autres organismes publics et privés, mais elle susciterait la crainte de l'inflation parmi les investisseurs et les épargnants, comme cela s'est produit en 1958 et durant le premier semestre de 1959. Dans ces circonstances, les prêteurs ne seraient pas enclins à faire des prêts à des taux d'intérêt moindres, mais ils emploieraient leurs épargnes à d'autres fins, à moins qu'on ne leur offre des taux d'intérêt de plus en plus élevés. Les conditions qui portent à emprunter à l'étranger, v.g. des dépenses domestiques excessives, trop d'emprunts et des taux d'intérêt plus élevés qu'à l'étranger, ne disparaîtraient pas. Bien au contraire, elles deviendraient probablement plus marquées.

L'inflation monétaire n'augmenterait pas le volume d'épargne réelle au pays et n'accroîtrait pas la quantité de marchandise réelle et de services offerts aux gouvernements, au commerce, aux propriétaires, aux cultivateurs et autres intéressés. Elle tendrait plutôt à réduire l'épargne réelle et à amener un gaspillage des ressources. Elle ferait augmenter l'importation, au lieu d'encourager une production domestique accrue pour faire concurrence à cette importation, et la hausse des prix et des coûts nuirait sûrement à l'exportation. Aucune nation n'a réussi à résoudre ses déficits au solde des paiements en ayant recours à l'inflation, et les nations qui ont éprouvé

à l'occasion certaines difficultés à rencontrer leurs paiements à la suite de dépenses excessives, ont constaté qu'il était essentiel de revenir à de saines pratiques monétaires et fiscales.

Dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui, des mesures générales destinées à augmenter sans réserve la dépense totale ou le pouvoir d'achat total ne sauraient nous être utiles. Si je croyais qu'une expansion monétaire pouvait aider sensiblement à augmenter l'emploi, j'appuierais sûrement cette expansion, mais non pas en des circonstances où elle doit mener à l'inflation, à de nouvelles difficultés dans notre balance des paiements, et enfin à un chômage plus prononcé qu'avant. De même, aux conditions actuelles, des mesures générales tendant à accroître les déficits des gouvernements n'auraient pas comme effet d'augmenter l'emploi au Canada, mais plutôt d'augmenter l'importation, et par conséquent de favoriser l'emploi à l'étranger et non au Canada. Ceci n'implique pas que toute dépense gouvernementale est bonne ou mauvaise en elle-même, mais tout simplement que le fait de soutenir les déboursés des gouvernements par de nouveaux déficits ferait plus de tort que de bien, à l'instar d'une inflation monétaire générale. Le même raisonnement s'applique aux projets qui consistent à augmenter le pouvoir d'achat du consommateur en haussant les revenus de tous et chacun, ou en augmentant ces revenus qui proviennent des salaires et des traitements. Il incombe aux principaux intéressés de décider si une augmentation de salaire dans telle ou telle industrie, à une époque donnée, est à conseiller ou non. Mais la

prétention qu'une hausse générale des revenus pourrait relever l'emploi total au Canada est erronée.

Qu'on me permette de souligner une fois de plus que de saines méthodes financières ne ralentissent pas la croissance économique, et surtout qu'elles n'entravent pas le plein emploi. Des mesures de nature inflationniste tendront plutôt à aggraver qu'à enrayer les causes du chômage. Il n'existe pas de moyen facile de surmonter les difficultés économiques sans effort et gratuitement; du moins une solution rapide entraînera des frais. Le coût du chômage et des mesures destinées à augmenter l'emploi est réel et quelqu'un doit l'acquitter. Il existe des méthodes de caractère non inflationniste qui peuvent régler le problème, si le public canadien est prêt à en partager le coût. Toutes ces méthodes reposent sur le même principe fondamental. D'une façon ou de l'autre, tous ceux d'entre nous qui occupent un emploi doivent puiser dans leurs ressources pour aider à défrayer le coût du chômage et créer des conditions qui favoriseront de meilleures occasions de placement au Canada. Le maintien d'une structure économique viable dans les diverses régions du Canada, aussi bien qu'au sein des différentes industries canadiennes, exige aussi et surtout que tous se partagent les responsabilités, non moins que les occasions d'avancement. Le coût à partager, le prix qui devra être payé à brève échéance afin que tous en recueillent des bénéfices plus tard, et pour assurer que nous restions Canadiens à l'avenir, n'est pas très élevé à mon avis, mais évidemment nous l'accepterons plus volontiers si nous approfondissons les faits et si nous les acceptons tels qu'ils

sont, pour en arriver éventuellement à une entente générale sur les buts à atteindre et les meilleures méthodes de succès.

Nous pouvons avoir une croissance économique sans inflation, un plein emploi sans inflation, de meilleures normes d'existence sans inflation, des services sociaux plus nombreux et diverses autres formes de services gouvernementaux sans inflation, et équilibrer nos comptes internationaux sans inflation - et aussi sans chômage. Tout cela, nous pouvons y arriver, mais des mesures de nature inflationniste seront les dernières à nous aider à atteindre les objectifs sociaux que nous recherchons, et on doit s'en défier d'autant plus qu'elles sont censées constituer un remède facile.

Il y a quelques semaines, le Secrétaire du Trésor des Etats-Unis prédisait une hausse de 50% dans le produit national brut de cette nation d'ici dix ans. Ce chiffre représente à peu près le rythme d'expansion - en temps réels et non en valeurs monétaires - que nous avons connu au Canada au cours des dix dernières années, en même temps qu'une très forte hausse de notre dette à l'étranger. Je ne vois pas pourquoi il nous serait impossible de continuer à croître dans la même proportion d'ici dix ans sans augmenter sensiblement notre dette étrangère, mais ce résultat ne s'obtiendra pas inconsciemment et il ne se présentera pas du tout si les tendances actuelles se maintiennent.

L'an dernier, le principal élément de notre déficit international courant de \$ 1,460 millions résidait dans ce qu'on appelle communément l'importation et l'exportation "invisible", c'est-à-dire que les paiements

courants effectués à d'autres titres que pour la marchandise exportée et importée ont atteint \$1,075 millions. Ce déficit a augmenté de façon persistante depuis quelques années et il continuera inévitablement à croître durant bien des années à venir, en partie à cause des dettes déjà contractées à l'étranger. Vers 1970, le déficit autre que celui concernant la marchandise pourrait bien dépasser \$2 milliards par année. Si vous voulons devenir économiquement indépendants plus tard, il nous faudra assumer la charge de ces paiements en conservant nos frais d'importation au-dessous des recettes que nous apporte une exportation de valeur équivalente. Je ne vois pas comment notre exportation pourrait augmenter suffisamment pour aider à équilibrer nos comptes internationaux si nous ne renonçons pas à notre penchant pour l'importation. Il nous faudra développer notre industrie domestique de manière à réduire ce penchant, si bien que même si notre importation de marchandise venait à augmenter encore au cours des ans, elle ne dépasserait plus le potentiel de gain de notre exportation, exception faite du volume de revenu d'exportation employé à payer l'intérêt et les dividendes qu'entraînent notre dette étrangère, nos dépenses de tourisme, et diverses autres entreprises commerciales et déboursés à l'étranger.

L'étude de ces questions et leur débat occasionneront un grand nombre de suggestions quant à la ligne de conduite que nous devrions adopter. Plusieurs têtes valent mieux qu'une et la controverse excite l'imagination et pousse à l'action. Je n'offre pas de prescription détaillée moi-même, mais il est tout naturel que le public s'attende à autre chose que des avertissements passifs quant aux risques insidieux de l'inflation monétaire, de la dépense

excessive et du recours constant aux prêts étrangers. Il doit être généralement clair qu'en plus d'une expansion raisonnable des industries d'exportation propres à accroître l'emploi, il est essentiel d'augmenter considérablement l'industrie secondaire domestique en divers endroits du pays si nous voulons rétablir un équilibre économique entre le Canada et le reste du monde et améliorer les occasions d'emploi au Canada même. Le Canada ne sera puissant et ne deviendra une forte entité nationale que si chacune de ses principales régions économiques est en mesure d'élaborer et de soutenir une saine structure économique, conforme aux circonstances qui pourront varier avec les années et les endroits.

Nous pouvons avoir nos difficultés et nos problèmes, mais n'oublions pas que nous sommes en mesure d'apporter aux habitants de toutes les régions du Canada, un mode d'existence qui, même exprimé en termes économiques, pourra se placer immédiatement à la suite des normes qui existent dans le plus riche et le plus puissant pays du monde. Ce mode d'existence, aux yeux des Canadiens et compte tenu des valeurs non matérielles, pourra même ne le céder à aucun autre au monde. Nous n'avons pas à opter entre une indépendance miséreuse et une espèce d'économie coloniale, qu'il s'agisse du Canada tout entier ou de l'une de ses régions. Si nous mettons un esprit national en tête de nos façons de voir économiques et sociales et si nous admettons que nous sommes tous égaux comme Canadiens, si nous consentons à collaborer et à partager notre actif, nous arriverons à être indépendants et riches, même s'il s'agit simplement de la richesse telle que le monde la

comprend. Si nous sommes suffisamment décidés à suffire à nos propres besoins et nous gagner une place au sein des autres nations, tous nos compatriotes réussiront à obtenir un emploi productif; il leur sera offert un choix toujours plus grand d'emplois industriels et scientifiques modernes et ils pourront maintenir un mode de vie et des normes d'existence propres, en définitive, à satisfaire les plus hautes aspirations de l'esprit humain.

En octobre dernier, j'ai assisté aux assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, deux institutions qui s'occupent activement d'encourager la saine croissance économique, la stabilité monétaire et l'expansion du commerce international. J'ai entendu le président de la Banque Mondiale féliciter un pays européen d'avoir surmonté les pressions inflationnistes d'après-guerre et réglé le problème de ses paiements internationaux lesquels - à cause de la destruction et du démembrement occasionnés par les hostilités - étaient beaucoup plus graves et plus difficiles à acquitter que tout ce que nous avons à régler au Canada.

Il attribua ce succès non pas à la possession de riches ressources naturelles, car ce pays n'en a pas, mais à de grandes valeurs morales et personnelles, à un travail acharné, au renoncement de soi et à une administration financière avisée.

Muni de ces qualités, et aidé au début de la période d'après-guerre par quelques prêts étrangers - y compris des prêts canadiens car, fait étrange, il fut un temps après la guerre où nous prêtions plus que nous n'empruntions - ce pays a ramené l'ordre chez lui, il a surmonté de grandes

épreuves et des obstacles nombreux, et réussi à vivre selon ses moyens, tout en acquittant graduellement la dette étrangère contractée après la guerre. Le peuple hollandais a réussi à faire toutes ces choses et plusieurs autres nations européennes ont suivi son exemple parce qu'elles comprenaient qu'il y allait de leur intérêt comme nations indépendantes, industrieuses et fières.

Qui pourrait affirmer que les Canadiens sont incapables d'arriver au même résultat?